

Le complexe militaire chimique de Monsanto



MONSANTO AGRICULTURE FRANCE S.A.S

www.monsanto.fr/media/commun/frenchshowlib.phtml?uid=7632

6 décembre, 2007

L'arrêté du Ministre de l'Agriculture instaurant une suspension temporaire de la cession et de l'utilisation de semences OGM en France jusqu'à l'adoption de la loi sur les biotechnologies et au plus tard jusqu'au 9 février 2008 a été publié aujourd'hui. Tout en rappelant sa volonté de respecter la loi française, Monsanto est scandalisée par cette décision scientifiquement infondée et incohérente par rapport aux bénéfices environnementaux de la technologie. A l'heure où l'Allemagne confirme que les semences de MON810 peuvent continuer à être commercialisées dans ce pays, l'arrêté de suspension français apparaît d'autant plus injustifié et inopportun.

Une décision infondée sur le plan scientifique

« Le Gouvernement ne fournit aucun fondement scientifique à l'appui de son arrêté de suspension. Et pour cause : à aujourd'hui, les données scientifiques nouvelles requises par la législation européenne pour décider d'une telle suspension n'existent pas », souligne Jean-Michel Duhamel, Président de Monsanto Europe du Sud. « Pour autant, Monsanto respectera les décisions gouvernementales françaises », ajoute-t-il. Selon le droit européen, seule la mise en évidence d'éléments scientifiques nouveaux pouvant faire douter de la sûreté d'une culture OGM autorisée peut permettre de suspendre cette autorisation. La culture de maïs MON810 a été autorisée dans l'Union Européenne par décision de la Commission du 22 avril 1998 (Dir. 98/294/CE) transposée en droit français par arrêté du 3 août 1998. Avant d'être autorisé, ce maïs a fait l'objet d'une évaluation scientifique rigoureuse par les experts européens et français qui ont conclu à la sûreté sanitaire et environnementale de la technologie. Depuis, plus d'une vingtaine d'évaluations ont confirmé ces conclusions. Ce maïs est cultivé depuis plus de 10 ans à travers le monde sans avoir causé aucun incident sanitaire ou environnemental.

Une décision incohérente au niveau environnemental Utilisé avec succès depuis 10 ans dans le monde, le MON810 permet de diminuer la consommation de carburant sur la parcelle et donc les émissions de CO2 dans l'atmosphère. Il constitue une alternative aux usages d'insecticides et permet d'optimiser l'utilisation d'eau. En ciblant les ravageurs de la culture, il participe à la préservation de la biodiversité. « En matière agricole, le Grenelle a révélé des attentes environnementales fortes que la culture de maïs MON810 peut contribuer à satisfaire. Dès lors, la suspension des cultures OGM en France, même temporaire, apparaît incompréhensible et incohérente de la part d'un gouvernement qui affirme s'engager en faveur de la protection de l'environnement », conclut Jean-Michel Duhamel.

Monsanto Company
People related to Monsanto Company:
Frank V. AtLee III - director
John W. Bachmann - director
Terrell K. Crews - EVP & CFO
Hugh Grant - chairman & president & CEO
Arthur H. Harper - director
Gwendolyn S. King - director
C. Steven McMillan - director
William U. Parfet - director
George H. Poste - director
Robert B. Shapiro - director
Robert J. Stevens - director
Monsanto Company past relationships: Anthony J. Moffett - VP
Richard U. De Schutter - vice chairman
Virginia V. Weldon - SVP

Monsanto Company is located in St. Louis, MO
Monsanto Company business sector:
agricultural chemicals
Monsanto Company financial information:
Securities and Exchange Commission filings
Stock quote and chart

Comment la société Monsanto est-elle devenue un des principaux empires industriels de la planète ?

En inscrivant à son pedigree rien moins que la production à grande échelle de quelques-uns des produits les plus dangereux de l'ère moderne : **les PCB (ou pyralène)**, qui servent de liquide réfrigérant et lubrifiant et dont la nocivité est dévastatrice pour la santé humaine et la chaîne alimentaire, interdits après constat de contamination massive ; **la dioxine**, dont quelques grammes seulement suffisent à empoisonner une grande ville et dont la fabrication sera aussi interdite, développée à partir d'un herbicide de la firme, lequel sera à la base du tristement célèbre **Agent orange**, le défoliant déversé sur les forêts et les villages vietnamiens (**ce qui permettra à Monsanto de décrocher au Pentagone le plus gros contrat de son histoire**) ; les hormones de croissance laitière et bovine — premier banc d'essai des OGM —, dont l'objectif est de faire produire l'animal au-delà de ses capacités naturelles malgré les conséquences avérées sur la santé humaine ; **le désherbant Roundup**, présenté à longueur d'écrans publicitaires comme biodégradable et favorable à l'environnement, affirmation sèchement contredite par des décisions de justice aux États-Unis comme en Europe...

Durant la guerre du Viêt-Nam, Monsanto s'est enrichi massivement par la fabrication du tristement célèbre défoliant dit Agent Orange. Plus de 4 millions de personnes en ont été victimes. Ses effets sont encore ressentis aujourd'hui, et ce pour des dizaines d'années encore.

L'Agent orange est le surnom donné au plus utilisé des herbicides employés par l'armée des États-Unis lors de la guerre du Viêt Nam, en particulier **entre 1961 et 1971**. Notamment en raison de la présence de dioxine, ce défoliant chimique est responsable de plusieurs maladies chez les personnes ayant eu affaire à cet herbicide. En raison de la stabilité de la dioxine, les générations suivantes au Viêt Nam vivent encore en présence de ce produit cancérigène et tératogène, occasionnant des maladies diverses, des cancers et des malformations à la naissance.

L'Opération Ranch Hand fut une opération militaire américaine pendant la guerre du Viêt Nam, qui s'étala de 1962 jusqu'en 1971.

Cette opération consistait en des pulvérisations de défoliants sur des zones rurales du Sud-Viêt Nam pour lutter contre le Viet Cong en détruisant son couvert végétal et sa source de nourriture mais aussi pour dégager les abords des installations militaires américaines et y prévenir les attaques.

Les forces armées des États-Unis chargèrent des compagnies dont **Dow Chemical et Monsanto** de développer des herbicides pour cet usage. **Ceux-ci furent appelés Agent Rose**, plus de 19 millions de gallons (68 000 m³) de défoliants ont été déversés sur 10% de la surface du Sud-Viêt Nam.

Le plus utilisé fut l'agent orange, un mélange d'herbicides aujourd'hui dont on sait actuellement qu'il contenait de la dioxine, dont environ 12 millions de gallons (45 000 m³) ont été déversés pendant la guerre du Viêt Nam. Une des principales zones visées par l'opération Ranch Hand était le delta du Mékong, où les vedettes de patrouille de l'US Navy étaient vulnérables aux embuscades. Les embuscades du Viet Cong ont effectivement diminué dans le delta, mais 40 000 soldats américains, dont le fils de l'amiral Elmo Zumwalt qui a ordonné le lancement de l'opération Ranch Hand, ont par la suite souffert de cancer sans doute lié à l'herbicide¹.

En 2005, le gouvernement néo-zélandais a confirmé qu'une firme nationale, Ivon Watkins Dow, avait fourni les composés de l'agent orange aux forces armées des États-Unis pendant la guerre. Depuis le

début des années soixante et jusqu'en 1987, cette entreprise fabriqua l'herbicide 2,4,5-T (un des deux composants de l'agent orange) dans une usine de New Plymouth ; pendant la guerre du Viêt Nam, la production achetée par les militaires américains était transportée par bateau jusqu'à la base de Subic Bay aux Philippines d'où elle était utilisée en Asie du Sud-Est 2,3,4.

Entre 2,1 et 4,8 millions de Vietnamiens sont exposés, de même que sur les 20000 soldats américains. Selon les estimations vietnamiennes, **l'agent Orange est responsable de la mort de 400000 personnes**. Parce qu'il y a un maintien de la présence de niveaux élevés de dioxine dans la chaîne alimentaire de plusieurs domaines pulvérisés, les effets sur la santé de l'agent orange persistent à nos jours. Selon les études réalisées par Arnold Schecter de l'Université du Texas School of Public Health à Dallas, certains Vietnamiens ont des niveaux de dioxine 135 fois plus élevés que les personnes vivant dans des zones non traitées. Schecter a appelé "la plus grande contamination de dioxine dans le monde." Les Vietnamiens croient que l'herbicide a contribué à la naissance 500000 enfants malformés, dont beaucoup sont de deuxième et troisième génération. **Bien que le gouvernement américain a accepté la responsabilité pour les complications de santé des soldats américains qui ont été exposés à l'agent Orange (fournissant jusqu'à 1989 \$ par mois pour les anciens combattants touchés et plus de 5000 \$ par mois pour ceux qui sont gravement handicapés et à domicile), les États-Unis ont refusé d'indemniser les victimes vietnamiennes.** À ce jour, aucun organisme américain, dont l'US Agency for International Development, a mené un programme au Vietnam pour se pencher sur la question de l'agent orange. **Interrogé par le magazine Mother Jones en 1999** le gouvernement du Vietnam a soulevé la question des entretiens en privé avec les États-Unis, un fonctionnaire du Département d'État répond:

"Ohhhh, yes. They have. But for us there is real concern that if we start down the road of research, what does that portend for liability-type issues further on?"

<http://74.125.39.104/search?q=cache:2j2...k&cd=4>

1800000 litres d'herbicides chimiques toxiques ont été aspergés sur plus de 6 millions d'acres de forêts et terres cultivées au sud Vietnam (une zone de la taille du Massachusetts)

Les victimes vietnamiennes des entreprises chimiques

En 2003, le Vietnam Association pour les victimes de l'agent orange (VAVA) a été formé. Selon la loi américaine, le gouvernement américain ne peut pas être poursuivi pour un crime qu'il commet, comme il le prétend "l'immunité souveraine." Alors VAVA a collecté des fonds et a rassemblé plus de 8 millions de signatures pour soutenir une action en justice devant les tribunaux américains contre les fabricants de l'agent orange, telles que Dow, Monsanto et 35 autres entreprises de produits chimiques ainsi que les herbicides fabriqués pour l'usage militaire des États-Unis.

Un groupe déterminé d'avocats aux États-Unis a passé des années de travail avec les survivants vietnamiens sur les poursuites à mener contre les entreprises chimiques.

Le procès contre les sociétés américaines, déposée le 31 janvier 2004 à l'US Federal District Court de Brooklyn, NY, a été annulé un an plus tard par le juge du tribunal de district Jack Weinstein, qui a statué il n'y avait pas de base juridique pour les demandeurs vietnamiens des requérants. Weinstein a défendu les vétérans US victimes de l'agent orange.

Les Vietnamiens victimes ont déposé un recours dans le deuxième tribunal de district d'appel le 30 septembre 2005. La présentation des arguments sont de réintégrer le cas, continuer la procédure civile et aller de l'avant avec un procès aura lieu à Manhattan le lundi, Juin 18, 2007 à 1:00 pm à la Cour fédérale d'appel du deuxième circuit à 500 Pearl St. hors Foley Square.

A lire pour connaître les clients du Rendon Group et la Rand Corporation
www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/AFRI%208.pdf

*Les clients passés de Rendon ont été entre autres l'EUCOM (US European Command) dans le contexte de l'intervention au Kosovo, la CIA, l'USAID, les gouvernements du Koweït, **Monsanto** Chemicals, etc.*

Résumé

DIA (Defense Intelligence Agency) à fournir des preuves sur la détention d'armes de destruction massive par Saddam Hussein, l'Administration Bush comptait sur cette cellule pour trouver les éléments justifiant la guerre, éléments qui pouvaient ensuite être diffusés par Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations Unies (37). On peut voir dans la création de cette cellule un désir de court-circuiter les informations, jugées trop prudentes, émanant

des services de renseignements.

le rôle que joue l'Office of Net Assessment : ce think tank interne au Département de la Défense utilise en effet des contributeurs universitaires et provenant d'autres think tanks (RAND par exemple) en vue d'exercer des pressions sur les militaires pour mettre à exécution la Révolution dans les Affaires militaires.

Alors pourquoi voit on la modialisation comme ligne de conduite des entreprises?

En 1994 les accords du GATT à Marrakech on défini la libre circulation des biens sur la planète.

www.cra-normandie.fr/omc/omcprinc.pdf

Les droits de douanes sur la valeur des produits industriels

Combien de temps encore Pascal Lamy ?

<http://politique.eu.org/archives/2004/04/100.html>

Pascal Lamy a été formé par la Rand Corporation qui organise la stratégie des Forces armées US depuis 1945. www.marketvisual.com/d/Ra/Rand_Corp_a44b_1.htm

Les prévisions « inimaginables » de la Rand Corporation

www.voltairenet.org/article7623.html

Financés par les industries d'armement, les analystes de la Rand Corporation réclament toujours plus d'argent pour les budgets militaires. Selon eux, le scénario du 11 septembre était inimaginable et marque une révolution dans le terrorisme qui nécessite des crédits illimités pour être combattu. Pourtant, ils avaient analysé l'inconcevable en détail, en mars dernier, devant l'Académie de l'US Air Force : une attaque aérienne contre le World Trade Center.....

Avec un budget annuel de 160 millions de dollars, la Rand Corporation [4] est le plus important centre privé de recherches en matière de stratégie et d'organisation militaire dans le monde. Il est la prestigieuse expression du lobby militaro-industriel américain. Présidé par James Thomson, il compte parmi ses administrateurs Ann McLaughin Korologos (ancienne présidente de l'Institut Aspen) et Franck Carlucci (président du Carlyle Group), Condoleezza Rice et Donald Rumsfeld en furent administrateurs tant que leurs fonctions officielles le leur permettent.

Technologie forces au travail

http://rand.org/pubs/monograph_reports/MR1068/

Profils de recherche-développement en environnement chez DuPont, Intel, **Monsanto**, et Xerox

Par: Susan A. Resetar, Beth E. Lachman, Robert J. Lempert, M. Monica Pinto

Il n'ya pas si longtemps l'industrie presque MONOLITHIQUE a vu des considérations environnementales à titre de charge - parfois comme une nuisance. Cela commence à changer. Les dirigeants de l'industrie maintenant voient l'avantage d'aller au-delà de se conformer à la réglementation environnementale, comme cela avait été leur habitude, et en intégrant la recherche pour les entreprises respectueuses de l'environnement dans leurs pratiques de recherche et de développement. Ce rapport présente des études de cas de quatre des leaders de l'industrie - DuPont, Intel, Monsanto, et Xerox - et examine comment ces groupes considèrent l'environnement des investissements en technologie. L'information est basée sur une série d'entretiens avec de hauts responsables R & D et de l'environnement, la santé et la sécurité du personnel ainsi que la littérature pertinente. À la demande de l'Office of Science and Technology Policy, les auteurs ont fourni les vues d'un sous-ensemble d'un des principaux acteurs de la politique de l'environnement, l'industrie, qui ont jusqu'à présent pas reçu beaucoup d'attention.

<http://209.85.129.104/search?q=cache:2V...&gl=fr>

la Rand Corporation, donne le_ton de cet autre postulat:

Ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui racontera la meilleure histoire. Dans cette optique, les Américains ont fait état, à partir de 1997, du concept clé d'information_dominance. Défini comme le déploiement dans l'espace qui garantit les moyens de méta-contrôle, de prévention, de préemption et de coercition, **cette doctrine aurait la vocation de façonner le monde par l'harmonisation des pratiques et des normes internationales sur le modèle américain.** Contrairement à ce que veulent croire les conseillers ministériels issus des élites traditionnelles cette refonte de la pensée stratégique ne s'arrête pas à un jeu de patience diplomatique. La montée en puissance de l'Europe au détriment de l'empire dominant sera le fruit d'un combat permanent dans lequel interviendra une multiplicité d'acteurs. L'originalité de ce combat est qu'il n'aura affirmée pas d'existence sur la scène

internationale. La confrontation de puissance entre les Etats-unis et l'Europe se fera de la manière la plus silencieuse qui soit. 3. L'émergence d'une guerre cognitive de nature sociétale Les oppositions croissantes qui se font jour entre l'Europe et les Etats-unis sont principalement d'ordre sociétal. Elles concernent entre autres les modes d'alimentation, dont la culture fast food n'est désirée pas forcément par les sociétés du sud de l'Europe. **Ce clivage profond donne lieu à une forme de guerre par l'information qui se décline depuis plusieurs années à travers la polémique sur les normes agroalimentaires que les lobbies anglo-saxons veulent imposer à l'Union européenne. La société Monsanto a subi un revers sérieux dans l'affaire des Organismes génétiquement modifiés. Sur ce terrain comme sur d'autres, les effets des polémiques orchestrées dans un rapport du faible au fort auront des conséquences importantes sur les jeux d'acteurs. Il est intéressant de noter que les chercheurs américains, spécialistes des conflits asymétriques ou des guerres cognitives, ont beaucoup de difficultés à analyser le contenu de ces guérillas informationnelles. La raison est simple: en posant comme axiome de départ que le système américain est un modèle pour le monde, ces auteurs s'enferment dans une grille d'analyse qui exclut une lecture réaliste des événements extérieurs à leur culture. Ainsi, un chercheur de Monsanto peine à comprendre pourquoi un agriculteur s'emploie à boycotter une semence conçue pour ne pas être réutilisée. Cette innovation génétique constitue pour l'industrie agrochimique américaine une source de profit et d'activités supplémentaires. Mais elle est une source de dépendance insupportable pour certains de ses clients du monde agricole. La guerre cognitive menée par Monsanto consiste à mobiliser tous les moyens psychologiques pour influencer sur les comportements futurs des consommateurs. L'effort managérial se concentre alors sur le transfert des techniques psy ops testées par l'armée américaine dans le modus operandi du marketing intelligence.** Dans cette guerre du fort au faible, les Américains risquent de se confronter à terme à des crises de rejet qui dépassent le cadre local. 4. L'Europe face au défi de la guerre cognitive Dans une perspective géostratégique, l'Europe communautaire ne peut faire l'économie d'une réflexion collective sur l'ensemble des enjeux et des conceptions qui s'attachent à l'étude de la guerre cognitive. En effet, si les entendements initiaux de la domination informationnelle relevaient du seul champ militaire, ses sphères d'applications les plus récentes tendent à concerner des champs élargis d'ordres politiques, économiques, culturels et sociétaux. Pourtant, l'évaluation stratégique des menaces inhérentes aux objets de la manipulation de l'information et de ses implications à long terme, demeure en Europe une problématique encore marginale. Il apparaît toutefois que cet axe de recherche va figurer au cœur des principales interrogations stratégiques futures.

11 mars 2008

Monsanto à Babylone : L'agriculture millénaire irakienne détruite par les multinationales agro-alimentaires américaines

PENOCHET Joelle www.legrandsoir.info/spip.php?article6105

"Contrôlez le pétrole, et vous contrôlez des nations entières ; contrôlez le système alimentaire, et vous contrôlez les populations." Henry Kissinger

C'est au cœur de la Mésopotamie qu'a été inventée l'agriculture - avec un système d'irrigation sophistiqué -, voici plus de dix mille ans. La plaine alluviale exceptionnellement fertile située entre le Tigre et l'Euphrate offre des conditions idéales pour la culture des céréales. C'est là qu'est apparu le blé sauvage dans l'Antiquité. On y faisait pousser presque toutes les variétés connues aujourd'hui dans le monde (plus de 200 000). Les palmiers dattiers, qui fournissaient l'autre ressource vitale du pays, abritaient des plantes potagères très variées.

Les « semences de la démocratie » *

Depuis son invasion en 2003, l'Iraq n'a pas été seulement spoliée par ses agresseurs de sa souveraineté politique, de son patrimoine archéologique, de ses ressources pétrolières, mais aussi de sa souveraineté alimentaire.

En violation de la Constitution irakienne, et des conventions de la Haye et de Genève qui stipulent que l'occupant doit respecter la juridiction du pays occupé, l'administrateur provisoire Paul Bremer (un ancien collaborateur de Kissinger) a édicté, avant l'installation d'un gouvernement fantoche par Washington, cent ordonnances scélérates qui ont force de

loi et qui ne peuvent être abolies ni modifiées par aucun gouvernement irakien (article 26 de la nouvelle constitution). Le pays tombait ainsi sous le joug économique total de l'Occupant, qui avait décidé de réformer drastiquement son économie sur le modèle économique néo-libéral américain.

L'ordonnance 81 du 26 avril 2004 a livré le pays en pâture aux nécro-entreprises géantes qui contrôlent le commerce mondial des graines, comme Monsanto (le fabricant de l'agent Orange), Syngenta et Dow Chemicals. Elle conduit à la destruction irréversible de l'agriculture Iraquienne. L'Afghanistan avait subi le même sort en 2002.

Biopiratage dans le jardin d'Eden

Cette ordonnance, rédigée de façon très perverse, a institué de fait une obligation pour les fermiers irakiens d'acheter chaque année une licence et des semences transgéniques aux multinationales américaines - alors que la juridiction irakienne interdisait toute privatisation des ressources biologiques.

La règle de « Protection des variétés des plantes » (PVP), au centre de cette loi, ne traite pas de conservation de la biodiversité, mais de la protection des intérêts des transnationales semencières américaines (qui, en vertu des ordonnances Bremer, sont exonérées d'impôts, ne sont pas obligées de réinvestir dans le pays et possèdent le droit de rapatrier tous leurs profits). Pour être qualifiées, les plantes doivent être « nouvelles, distinctes, uniformes et stables », des critères que les plantes traditionnelles ne peuvent pas remplir.

Ces sociétés étrangères détiennent un droit de propriété intellectuelle (semblable à ceux que Washington a introduit dans les règles de l'OMC- dont l'Iraq ne fait pas partie) qui leur concède pendant vingt ans le monopole sur la production, la reproduction, la vente, l'exportation, l'importation et le stockage de toutes les semences génétiquement modifiées et les variétés de plantes « similaires ».

Monsanto a fait un hold-up sur les semences millénaires de l'Iraq pour les modifier génétiquement et les breveter. Et les agriculteurs sont maintenant contraints de payer pour pouvoir les cultiver (1).

Dans un premier temps, pour faciliter l'introduction de l'agriculture transgénique, le « ministère » irakien de l'Agriculture, à la façon d'un dealer de drogue dure, a distribuées quasi gratuitement les « nouvelles semences » aux fermiers irakiens. Sans leur dire qu'ils entraient ainsi dans un système infernal dont ils ne pourraient plus sortir.

Les fermiers irakiens rançonnés par les géants semenciers

L'ordonnance 81 a rendu illégales les traditions antiques de sélection des meilleures semences par les agriculteurs pour les réutiliser d'une année sur l'autre, et les échanges entre voisins. (Selon la FAO, 97% des fermiers irakiens réutilisaient encore leurs graines, ou les achetaient sur le marché local en 2002). Par croisements, au fil des générations, ils avaient créé des variétés hybrides adaptées au dur climat de la région.

Les agriculteurs « coupables » d'avoir semé des graines non achetées, ou dont le champ aurait été contaminé accidentellement, encourent de fortes amendes, voire des peines d'emprisonnement, la destruction de leurs récoltes, de leurs outils et de leurs installations !

Le terrorisme alimentaire pratiqué par les multinationales comme Monsanto dans les pays qu'elles colonisent a conduit au suicide de dizaines de milliers paysans du Tiers Monde - ruinés par l'achat annuel de semences transgéniques et des pesticides, herbicides et fongicides très toxiques qui leur sont nécessairement associés. Ainsi, pour la seule année 2003, 17 000 agriculteurs indiens auxquels les banques ne voulaient plus prêter d'argent pour acheter les semences de Monsanto se sont suicidés.

Vers le contrôle total de la chaîne alimentaire par les transnationales américaines

Les bombardements incessants depuis 1991 avec des armes à l'uranium appauvri - qui ont transformé le pays en une vaste déchetterie radioactive - et l'embargo de treize ans, avaient déjà commencé de détruire l'agriculture irakienne - anéantissement du système d'irrigation, du matériel agricole et des palmiers dattiers (2). De 1990 (date de l'instauration des sanctions) à 2003, le volume de la production de céréales avait diminué de moitié. Les troupeaux d'animaux d'élevage ont été décimés.

En plus de subir les exactions quotidiennes des occupants, les fermiers irakiens, devenus des serfs, sont désormais condamnés à produire des plantes artificielles, destinées pour moitié à l'exportation mondiale (ou aux troupes d'occupation, comme les variétés de blé réservées à la fabrication de pâtes, étrangères au régime alimentaire irakien), au seul bénéfice de Monsanto et consorts. Ceci alors même que la population irakienne meurt de faim (3). C'est pourquoi, à l'instar de leurs homologues afghans, de plus en plus de fermiers désespérés abandonnent la culture des céréales pour celle de l'opium.

Les chimères issues des nécro-technologies représentent un très grave danger sur les plans environnemental, sanitaire, économique et éthique. Elles entraînent une pollution environnementale aussi irréversible que celle qui est provoquée par l'uranium appauvri. Par ailleurs, elles peuvent être utilisées dans le cadre de guerres biologiques ou bactériologiques silencieuses (3).

Les OGM constituent l'une des principales armes des instigateurs du Nouvel Ordre Mondial pour asservir l'une après l'autre les populations du monde entier. L'Iraq est devenue le nouveau laboratoire en grandeur réelle de cet instrument de domination diabolique, et les Irakiens les cobayes.

Joëlle Pénochet